



Le Jura Libre n° 2848 du jeudi 16 mai 2013

Editorial

Laurent Girardin

Revenir à l'essentiel

En prévision de la votation du 24 novembre prochain sur l'avenir institutionnel de notre région, il n'est pas inutile de mettre en avant les nombreux avantages qu'a pu tirer la République et canton du Jura de ses trente-cinq ans de souveraineté.

En comparant l'évolution de différents paramètres pour le Jura et le Jura-Sud, qu'ils soient liés aux domaines de l'économie, de la santé, de l'éducation, des transports, de la fonction publique, des prestations sociales, de la population, de la culture, du sport ou encore de la politique, on saisit plus aisément l'intérêt qu'il y a à maîtriser son destin. On administre la preuve qu'un nouveau canton, même de taille modeste, présente les conditions nécessaires pour durer et pour se développer.

Ces différents éléments factuels, pour intéressants qu'ils soient, ne doivent cependant pas masquer l'essentiel de l'enjeu du scrutin du 24 novembre 2013, à savoir la possibilité offerte à notre région romande d'imaginer un avenir commun en procédant à l'élaboration d'une Constitution.

Lors de ce premier vote, il ne s'agira pas de choisir entre Berne et la nouvelle entité romande à construire, encore moins entre Berne et l'actuel canton du Jura.

Le nouveau Mouvement universitaire jurassien, qui prône le oui le 24 novembre 2013 et qui revendique sa totale indépendance vis-à-vis des mouvements politiques, a parfaitement bien saisi la problématique découlant de l'accord du 20 février 2012. Dans un article que le quotidien *Le Temps* du 7 mai 2013 a consacré aux jeunes étudiants, ceux-ci déclarent : « C'est arrogant de dire non d'emblée. C'est refuser d'ouvrir une porte, c'est ne pas vouloir explorer les opportunités pour développer notre région. Nous voulons voir ce qu'il est possible de faire, en prenant en main notre avenir et notre destinée ».

Diverses personnalités, sans aucun lien avec le Mouvement autonomiste jurassien, se sont d'ores et déjà prononcées dans le même sens : le représentant de La Gauche Frédéric Charpié, le député du Parti évangélique au Grand-Conseil bernois Patrick Gsteiger, le conseiller municipal de Grandval Roger Chopard, le conseiller de ville prévôtois et membre de l'Assemblée interjurassienne Manuel Gsteiger ou encore le tramelot Mathieu Chagnat des Verts, pour n'en citer que quelques-unes.

Ces citoyens ont fait le choix du pragmatisme. Ils ont délibérément choisi de passer outre aux vieilles querelles stériles du passé pour mettre en avant l'intérêt supérieur d'une région qui partage une histoire commune. C'est tout à leur honneur.